

Les forces du marché contre la voix du peuple : le cas de la France

Partage international n° [419](#) - Juillet 2023

par Luc Guillory

Au regard des récents événements sociaux qui ont agité la France en lien avec une nouvelle loi sur l'âge de départ à la retraite, nos voisins européens et, en fait, le monde dans son ensemble, se demandent peut-être pourquoi les Français semblent se battre avec autant de rage pour repousser cette loi qui entend prolonger l'âge de départ à la retraite de 62 à 64 ans. Soixante-quatre ans peuvent déjà sembler un « privilège » aux yeux de nombre d'Européens qui sont tenus de travailler jusqu'à 65 ans, voire au-delà.

Les Français sont-ils si rebelles et si iniques qu'ils ne peuvent consentir au sacrifice de travailler un peu plus longtemps afin de répondre aux contraintes d'une courbe démographique défavorable susceptible d'engendrer un déficit des systèmes de retraite ?

En dernière analyse, les Français ne seraient-ils pas les « Gaulois réfractaires » dépeints par le président Macron à un aréopage de chefs d'État et de hauts fonctionnaires étrangers il y a quelques années ?

Il y a peut-être là une once de vérité, bien entendu. Avec l'accroissement de l'espérance de vie, il n'est pas illogique de consacrer plus de temps à servir sa communauté en prolongeant son temps de travail de quelques années. Mais il y a bien plus dans cette bataille qu'un simple manque d'enthousiasme à agir pour l'intérêt commun. Cela a trait à la « logique » du capitalisme et à ses exigences de profits toujours plus élevés.

Il y a de nombreuses années, Benjamin Creme avait révélé que les Maîtres de Sagesse considèrent comme une règle équitable pour la future économie une répartition de 30 % de capitalisme pour 70 % de socialisme – au sens le plus large que l'on puisse donner à ces « ismes ».

Le Maître de Benjamin Creme avait également informé de l'équilibre actuel, ou du déséquilibre de ces deux systèmes économiques, dans un certain

nombre de pays : Etats-Unis 95 % capitaliste - 5 % socialiste ; Royaume-Uni 90 % et 10 % ; France 85 % et 15 %. De ce fait, la balance penche déjà largement plus en faveur des détenteurs de capitaux qu'en direction des avantages sociaux des citoyens.

En 2017, répondant à la question d'un journaliste sur l'éventualité de prolonger la durée du travail, dans une interview officielle qui était filmée (et qui est devenue récemment virale sur les réseaux sociaux en France), le président Macron avait répondu que ce n'était pas à l'ordre du jour parce que la moitié des seniors de plus de 62 ans n'avaient pas de travail. Alors, quel aurait été l'intérêt de cette prolongation ? Le ratio s'est quelque peu amélioré depuis, mais il reste encore très défavorable aux seniors. Ils disposent généralement du savoir-faire et des compétences, mais ils coûtent plus que les jeunes et sont jugés moins productifs (malades plus souvent et pour de plus longues périodes) – deux caractéristiques que le capitalisme déteste particulièrement.

Alors pourquoi le président Macron a-t-il changé d'avis ? Il se peut qu'il n'ait pas changé d'avis, mais que les marchés financiers en aient décidé autrement. En 2022, les entreprises inscrites à l'indice CAC 40 de la Bourse de Paris ont distribué près de 80 milliards d'euros en dividendes à leurs actionnaires. Alors la vraie question, quoique rarement posée, est : combien veulent-ils en plus ?



photo : [Roland Godefroy, CC BY-SA 4.0](#), via Wikimedia Commons

Dirigeants politiques ou serviteurs de la finance mondiale ?

Parce que la France est capitaliste à 85 %, nos

dirigeants politiques agissent plus comme managers d'entreprise que comme politiciens dotés d'une vision à long terme pour le bien-être des citoyens qu'ils sont supposés servir.

Depuis le début de son premier mandat à la présidence de la République (il exerce actuellement son second mandat), Emmanuel Macron a déployé d'innombrables efforts pour inciter les investisseurs à placer leur argent dans notre pays.

Le coût de la main d'œuvre est un paramètre significatif en vue d'attirer les investissements étrangers en France. Les détenteurs de capitaux veulent le meilleur retour possible sur leurs investissements, en conséquence une part plus grande de valeur doit aller aux actionnaires. C'est comme si, en dernière analyse, ces détenteurs de capitaux étaient des citoyens de première classe.

A ce titre, certaines des mesures les plus importantes prises par le gouvernement français dans le passé récent, à la demande du président Macron, sont assez révélatrices : une réduction de la durée des allocations chômage ; l'allongement de la durée du travail par le report de l'âge de la retraite ; la chasse à ceux qui bénéficient du revenu de solidarité active (RSA), une modique somme de 400 euros mensuels, mais ne consacrent pas assez de temps à rechercher un travail ou une formation. Bien évidemment, fraudeurs et resquilleurs il y a. Mais c'est un choix politique de voter des lois et de dédier des ressources publiques pour faire la police des pauvres. Tandis que la bataille contre l'optimisation et l'évasion fiscales de haut niveau reste un sujet pratiquement tabou. Harcelons les pauvres !

Il est significatif que des règles strictes, des « réformes » précises et des politiques sociales s'appliquent à ceux qui offrent leur force de travail. La même logique ne s'applique ni aux très riches ni aux détenteurs de capitaux. L'impôt sur la fortune qui existait auparavant a été supprimé ; l'idée d'une taxe sur les transactions financières a cédé la place au projet d'une « taxe unique » plutôt minimaliste, sur les sociétés multinationales.

Le président Macron a récemment déclaré qu'il était choqué par le niveau de rémunération des cadres supérieurs des très grandes entreprises. Cette déclaration a-t-elle été suivie d'une annonce de cibles fiscales ou d'une « réforme » pour réguler les bonus et les salaires extravagants ? Non, juste une vague déclaration sur le caractère injuste de la situation actuelle. Il y a « *deux poids, deux mesures* », comme on dit en France ; soyons durs avec les gens, mais bienveillants avec les détenteurs de capitaux.

En tant que citoyens vivant dans ce pays, nous tendons à devenir de simples « variables d'ajustement » des exigences du capitalisme. Les gens sont devenus des « ressources », des coûts qui, selon certains, doivent être réduits autant que faire se peut.

Quand la finance mondiale conseille les dirigeants politiques sur la retraite

L'assertion ci-dessus n'est-elle qu'une rhétorique idéologique extrême ? Regardons les faits :

Les Français ont toujours été viscéralement attachés à leur système de retraite par répartition, qui vient récompenser, dans leur grand âge, une vie de travail et de cotisations, repoussant systématiquement toute tentative d'introduire un système hybride fondé sur une composante de retraite par capitalisation. Lors de la phase préparatoire à sa réforme des retraites, le président Macron a tenu des consultations auprès d'un groupe « d'experts ». Les Français ont été estomaqués de découvrir que l'un de ces « experts » les plus éminents en matière de retraite était le directeur de la filiale française du fonds d'investissement *Blackrock*.

Blackrock, comme nombre de nos lecteurs le savent probablement, est une société multinationale de gestion d'actifs basée aux Etats-Unis. Elle est numéro un au monde et gère près de 10 000 milliards de dollars d'actifs. On serait en droit de s'interroger sur « l'expertise » du directeur d'une gigantesque société financière privée en matière de système de retraite. Le but d'un fonds d'investissement est de rapporter des revenus les plus élevés possibles à ses actionnaires, pas de créer la justice sociale dans le monde.

Alors pourquoi consulter un fonds de gestion d'actifs sur l'âge de la retraite en France ? Quel est l'intérêt de ces immenses fonds d'investissement ? Tout comme les sociétés privées d'assurance, ils lorgnent sur l'épargne de ceux qui ont un emploi et qui, à la trentaine ou la quarantaine, seraient prêts à consacrer une partie de cette épargne pour leurs vieux jours. Une manne d'épargne très substantielle qui attise la cupidité des sociétés financières géantes.

Travailler jusqu'à 62 ou 64 ans, voire 65 ou 66 ans, revient à mener une vie de labeur.

Chacun peut imaginer combien il serait facile à ces grandes sociétés de convaincre des jeunes employés et cadres bien payés d'investir dans des produits

financiers « efficaces » qui leur permettraient plus tard de quitter leur vie active plus tôt, tandis que le système par répartition ne sera plus viable.

Que le président Macron ait jugé la contribution du directeur français de *Blackrock* tellement formidable qu'il lui a remis la *Légion d'Honneur*, la plus haute distinction honorifique française, généralement dévolue à ceux qui ont rendu des services exceptionnels à la nation, est quelque peu choquant. Mais surtout, ce choix indique clairement les priorités de la direction politique.

La France a longtemps résisté à l'emprise de la finance mondiale. Les avantages sociaux dont jouissent la plupart des citoyens sont encore enviables, mais ils sont grignotés petit à petit, contre le souhait de la majorité de l'opinion publique.

Austérité - des coupes dans les services publics

La période du Covid a mis en lumière combien nos hôpitaux publics sont sous-financés. Le manque de lits était criant et, même durant cette période, des lits ont été supprimés.

Le secteur de l'éducation est un autre exemple. Le journal français *Le Figaro* a récemment publié un article qui révèle que la France recule de manière régulière dans le classement international PISA des systèmes éducatifs, dans des matières critiques telles que la lecture et les mathématiques. Les causes sont multiples mais elles incluent le faible niveau des rémunérations des enseignants, qui engendre des vagues de démission et des difficultés à recruter de nouveaux enseignants.

La chaîne de radio *France Info* a récemment annoncé qu'au moins mille postes d'enseignants seront vacants à la prochaine rentrée scolaire de septembre 2023.

Appelons cela l'austérité. Le Thatchérisme - la voie de l'austérité - semble en vogue auprès du gouvernement français en ce moment. A tel point que le président Macron a récemment demandé à tous les ministères de faire des efforts pour réduire leurs dépenses budgétaires de 5% en 2024. Ce n'est donc pas la fin des coupes dans les budgets sociaux au bénéfice des Français.

Austérité contre dividendes en or

Les Français ne sont pas les plus mal lotis, bien

évidemment. Après tout, leur situation est simplement en voie de « normalisation » selon les desiderata de la finance et du capitalisme mondialisés. Le reste du monde n'échappe pas à cette tendance.

Le journal *Le Monde* et l'agence de presse *AFP* ont récemment publié un article révélant que 1 560 milliards de dollars ont été versés sous forme de dividendes aux investisseurs dans le monde en 2022, établissant un nouveau record et une augmentation de 8,4 % par rapport à 2021. Et on anticipe un nouveau record en 2023 : autour de 1 600 milliards de dollars. Un véritable âge d'or pour le capitalisme !

Étrangement, ce chiffre de 8,4 % est proche du taux d'inflation moyen mondial que le monde a connu en 2022 après l'invasion de l'Ukraine par la Russie. En dehors de ressources particulières telles que le pétrole, le gaz ou les céréales, entre autres, nous avons été témoins de l'augmentation des prix de la plupart des biens et services.

Il est de coutume de considérer que l'inflation résulte d'une forte demande et d'une offre insuffisante. Mais, comme l'a souligné le magazine français en ligne *Mediapart* en mars 2023, la situation actuelle semble assez différente. Les entreprises jouent un rôle majeur en voulant augmenter leurs marges bénéficiaires. Même la Banque centrale européenne (BCE) a admis que la cause principale de la persistance de l'inflation au sein de l'Union européenne trouvait sa source dans une « boucle prix-profits ». En d'autres termes, malgré les conséquences tragiques de la guerre menée par la Russie en Ukraine, et le choc d'inflation sur les matières qui a ensuite frappé les nations ; malgré la récession économique et ses conséquences sociales potentiellement désastreuses, les gouvernements sont priés de faire de leur mieux pour absorber ces chocs mais ne devraient en aucun cas empêcher le capitalisme mondialisé de réclamer ses profits.

L'assaut de la finance mondiale

Revenons au cas de la France. Il est significatif que même l'épargne des classes moyennes et modestes du pays fasse l'objet d'une attaque de la part de la finance mondiale. Quand les ménages ont quelques économies à placer, ils déposent traditionnellement leur modeste épargne dans un produit financier populaire appelé *Livret A*, qui est collecté par les banques et qui offre une rémunération à taux d'intérêt fixe. L'argent ainsi collecté est utilisé pour

financer le logement social notamment, tout en préservant les modestes économies des ménages. Le taux d'intérêt de la rémunération est supposé être identique ou supérieur à l'inflation. Avec la montée de l'inflation en 2022, ce taux de rémunération a été augmenté à 3 % en février 2023. Mais le taux d'inflation reste à un niveau d'environ 6 % (par an), ce qui est donc beaucoup plus élevé.

D'un point de vue légal, le taux d'intérêt devrait être automatiquement rehaussé à un niveau identique, par le biais d'un mécanisme déjà existant. Mais, certains banquiers font valoir que ce ne serait pas « sage » et qu'il faut prendre en compte dès maintenant le recul de l'inflation qui est anticipé pour la fin de l'année. Les banquiers ont une expression commode pour justifier cela, ils parlent de « stabilité dans le temps ».

Donc nous avons d'un côté un appel à la stabilité, avec un taux de rémunération du *Livret A* de 3 % pour les gens aux revenus modestes, malgré une inflation à 6 % ; et de l'autre, une situation de type « *open bar* », dans laquelle il est exigé de pouvoir distribuer des centaines de milliards de dollars de dividendes, en augmentation constante d'une année sur l'autre, sans aucune justification sociétale autre que l'intérêt des investisseurs. De fait, nous subissons un assaut de la finance mondiale contre notre démocratie à travers l'influence qu'elle exerce sur notre gouvernement, pour que soient votées des lois qui servent ses intérêts.

L'assaut politique contre notre démocratie

Malheureusement, il semble que nous ayons simultanément une attaque contre nos droits politiques. Dans le monde entier, le public a été choqué par les reportages TV sur les manifestations qui ont eu lieu en France contre la nouvelle loi sur les retraites. Chacun a vu l'extrême violence de la police à l'encontre des manifestants.

Il est certes vrai que certains groupes violents et mal intentionnés, n'ayant rien en commun avec les manifestants pacifiques, ont tenté de semer le chaos et ont délibérément attaqué les forces de police. Mais ces forces de police étaient vêtues et équipées comme les flics robots d'un film de science-fiction, et elles ont eu recours à des tactiques militaires pour contenir et repousser les manifestants. Il régnait un climat de guerre civile qui n'était pas sans rappeler l'épisode des *gilets jaunes* quelques années plus tôt.

En plus d'infliger des blessures physiques graves à certains manifestants, la police a procédé à un

certain nombre d'arrestations arbitraires de personnes qui ont ensuite subi des mauvais traitements, comme l'ont rapporté plusieurs groupes de la société civile ainsi que leurs avocats. Nous avons été témoins d'un niveau de répression rarement vu dans ce pays. Cette répression ressemblait à s'y méprendre à celle qui sévit lors de troubles qui ont lieu dans des pays dirigés par des régimes autocratiques, où l'extrême violence est utilisée comme une arme à l'encontre du peuple.

Certains objecteront que le président Macron a été élu démocratiquement, ce qui est juste. Et qu'un Parlement élu a voté la loi (avec seulement 9 voix sur 577 qui ont fait pencher la balance en sa faveur). Et c'est également vrai. Mais lorsque les deux-tiers d'une population se dressent contre ce qu'ils considèrent comme une loi inique, quelle devrait être la réponse démocratique de nos dirigeants politiques ?

Ajoutons à cela la fameuse « verticalité » de notre président, qui considère le Parlement comme un simple corps chargé d'avaliser ses directives, et nous avons une situation où les institutions démocratiques semblent fournir un vernis de démocratie tandis que les décisions clés sont prises par un homme et un groupe restreint de technocrates qui l'entourent. Certains intellectuels nomment cela la « démophilie » (c'est-à-dire le rejet des vraies règles démocratiques).

Nous approchons donc d'une frontière dangereuse où un système en apparence démocratique et bien enraciné dans la Constitution d'une nation, est quelque peu contourné ; où la ligne qui sépare la règle démocratique et un régime autocratique devient quelque peu floue.

Voix du peuple et chocs à répétition

Ceci ne se produit pas maintenant par hasard. La France a été frappée par plusieurs « chocs » dans un passé récent. Il y a deux ans, nous avons eu le choc du Covid (comme pratiquement tous les pays). On peut conjecturer sur l'origine du virus, mais une chose certaine est que cette période a fourni une opportunité comme jamais auparavant pour priver les Français de leur chère liberté. Une période stricte de confinement a été suivie d'une période de déplacements limités. Tous les citoyens étaient alors tenus de porter sur eux leurs autorisations de déplacement dès qu'ils quittaient leur domicile.

Puis nous avons eu le choc de la guerre en Ukraine, avec la menace ultime et terrifiante d'une guerre

nucléaire potentielle. Et le choc d'inflation, dans lequel nous sommes toujours embourbés.

Au cours de l'automne 2022, le gouvernement et les médias ont alerté l'opinion sur le risque d'un manque d'électricité au cours de l'hiver, avisant les citoyens de réduire leurs consommations. Un autre choc. Mais au printemps 2023, des articles de presse ont fièrement arboré que notre société nationale de production d'électricité, EDF, exportait de l'électricité chez nos voisins européens. Alors pourquoi cette campagne alarmiste ?

Une population en état de choc tend à rechercher la sécurité et à accepter des conditions qu'elle rejeterait en d'autres circonstances. En d'autres termes, elle est plus perméable à l'influence d'une direction politique forte.

Le président se vante désormais dans les médias qu'il va « accélérer les réformes ». Des réformes plus alignées avec les désirs de la finance et du business mondialisé ? Cette attitude implacable ouvre la voie à une vague de votes d'extrême droite lors des prochaines élections.

La voix du peuple contre les autocrates

Les Maîtres ont affirmé depuis longtemps que la voix du peuple constitue la voie de l'avenir. Il semble que cette voix soit en proie aux attaques des forces réactionnaires qui tentent de contourner les règles démocratiques. La démocratie est acceptée tant qu'elle n'entrave pas la cupidité sans limite des forces du marché. Le cas de la France n'est certainement pas unique. Le « capitalisme de surveillance », comme il est parfois appelé par des intellectuels et des mouvements alternatifs de la société civile, gagne du terrain partout dans le monde.

Il semble qu'il avance main dans la main avec un dirigisme autocratique plus traditionnel qui sévit dans de nombreux pays et qui paraît se durcir en

réaction aux revendications de liberté qui émanent des peuples. Même les récents pourparlers de paix entre l'Arabie Saoudite, l'Iran, la Syrie et la Turquie, par exemple, rassemblent des hommes de pouvoir qui dirigent leurs pays d'une main de fer. Et pendant ce temps, en Afrique, le groupe paramilitaire russe Wagner offre sa « protection » aux dirigeants autocratiques qui saisissent cette opportunité pour renforcer leur pouvoir.

Dans le monde entier, nous assistons à une recrudescence d'assauts, subtils ou brutaux, à l'encontre de la démocratie et de la voix du peuple. Les totalitarismes politiques et économiques semblent unir leurs efforts pour contrecarrer l'émancipation naissante de populations lassées de la servitude et du manque de contrôle sur leurs vies et leur destinée. Nous avons besoin d'une alliance internationale des bonnes volontés au niveau local, national et international.

A ce titre, le cas de la France est intéressant. Au-delà de certaines motivations égoïstes inévitables qui ont poussé de nombreuses personnes à descendre dans la rue, il existe une préoccupation sincère sur le sens de la vie au sein de la société française. La question de la retraite ne tient pas seulement de la comptabilité, de la dette, de l'équilibre entre les ressources et les dépenses. C'est une question de choix de société et d'aspiration à une vie meilleure et plus épanouie. Mais les forces du marché n'en ont que faire, c'est précisément pourquoi elles doivent être domptées et circonscrites à une expression limitée dans nos sociétés humaines. Comme répété inlassablement par Benjamin Creme, par son Maître et par Maitreya lui-même, le partage est la clé de l'avenir.

France **Auteur** : Luc Guillory, collaborateur de Share International demeurant à Dijon (France).

Thématiques : [politique](#)

Rubrique : De nos correspondants